

To Brexit or not to Brexit : mais qui veut la peau de Theresa May au parti conservateur ?



Le climat politique britannique s'est dégradé au cours de ces derniers jours. Signe d'un durcissement des conservateurs, le député Jacob Rees-Mogg a accusé le gouvernement de "se laisser intimider" par Bruxelles.

Avec Bruno Bernard

Atlantico : Le climat politique britannique s'est dégradé au cours de ces derniers jours, dans le contexte du discours de ce 26 janvier de David Davis, ministre chargé de la sortie de l'UE, sur les volontés du Royaume Uni pendant la période de transition. C'est ainsi que le député Jacob Rees-Mogg a pu accuser le gouvernement de "se laisser intimider" par Bruxelles, transformant ainsi le Royaume-Uni en "Etat vassal". Comment expliquer le durcissement des conservateurs ? Quels résultats peuvent-ils attendre de ces attaques à l'égard du gouvernement ?

Bruno Bernard : L'origine de la dégradation du climat politique outre-manche prend son origine dans les déclarations de M. Hammond, chancelier de l'Echiquier et partisan d'un Brexit très « soft », au Forum économique de Davos qui évoquait des « changements modestes » dans la relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne après le Brexit en 2019, appelant les « fanatiques des deux camps » à ne pas endommager la « voie médiane » pour quitter l'UE qu'il envisage.

Cette sortie a provoqué une réaction immédiate de Theresa May qui a pris ses distances avec les déclarations de son chancelier tout en rappelant qu'elle avait toute confiance en M. Hammond mais que la Grande Bretagne quitterait l'union douanière et le marché unique quoi qu'il arrive.

David Davis tentant de jouer les pompiers de service est apparu très conciliant envers son collègue Hammond et les Brexiteers les plus remontés menés par Jacob Rees-Mogg qui dirige le European Research Group (ERG) qui regroupe, depuis 1993, les députés conservateurs qui s'opposent à la création d'un Etat fédéral européen.

En l'espèce, chacun est dans son rôle, Hammond qui tente d'amadouer et de rassurer les acteurs économiques, David Davis qui rappelle que le Brexit aura bien lieu et Jacob Rees-Mogg qui joue les vigies du Brexitet montre ses muscles avec sa cinquantaine de députés au sein du ERG, pour rappeler à l'ordre un gouvernement qu'il juge trop mou dans ses négociations avec Bruxelles, quelques jours avant que les négociations ne reprennent avec l'Union européenne.

Dans quelle mesure le discours de David Davis peut-il améliorer le contexte, ou le tendre d'autant plus ?

David Davis a donné ce discours qui avait pour objet de donner ses priorités pour la période de mise en œuvre du Brexit. « Période de mise en œuvre » (implementation period) et « transition » (transition period) sont les nouveaux mots qui opposent et créent la division au sein du parti conservateur, puisque les défenseurs avec M. Rees-Mogg, d'un Brexitnet sont en faveur d'une mise en œuvre et ceux, moins exigeants, plus souples, parlent d'une période de transition. M. Rees-Mogg a justement reproché au gouvernement en général et à M. Davis en particulier d'être passé de l'un vers l'autre et donc d'avoir opéré un « changement très important ».

Le paradoxe de la situation politique britannique actuelle réside dans le fait que malgré la vive tension qui règne depuis quelques jours, malgré les mots très durs prononcés en coulisses et dans les journaux contre le gouvernement et Theresa May, malgré la frustration pour les Brexiteers et malgré les rêves de rébellion et de « changement de régime » de certains, il est très peu probable de voir les choses évoluer réellement avec une rébellion ouverte contre le Premier ministre qui viserait à la remplacer.

Quels sont les prochains défis à relever pour Theresa May, et que peut-on en attendre ?

Depuis sa non victoire aux dernières élections législatives, Theresa May est sous pression permanente de toute part. Elle n'est jamais assez pro-Brexit ou anti-Brexit et se retrouve entre le marteau et l'enclume dès qu'elle prend la parole sur ce sujet qui obsède la classe politique britannique. Elle demeure, malgré ses défauts réels et ceux qu'on lui impute, la seule à être acceptable pour les deux camps de la majorité parlementaire actuelle.

Son autorité si diminuée soit elle depuis les élections et le dernier remaniement gouvernemental, demeure suffisante et l'absence de consensus au sein du parti conservateur que ce soit sur la voie du Brexit ou le non d'un successeur est la meilleure garantie pour qu'elle puisse conserver sa place. Theresa May doit se dire que le statu quo, si frustrant soit-il, doit parfois avoir du bon.

Il n'empêche que si le point de non-retour n'a pas encore été atteint, chaque démonstration de faiblesse politique de sa part rapproche Theresa May du moment où certains conservateurs préféreront prendre le risque de créer une nouvelle crise de leadership voire de provoquer de nouvelles élections législatives quitte à avoir Jeremy Corbyn, plutôt eurosceptique de son état, en Premier ministre, ce, afin de reconstruire le parti.